

Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse

Bar-le-Duc, le 8 janvier 2024

Division de Bar-le-Duc

14 rue Antoine Durenne

Parc Bradfer - CS 70542

55 013 Bar-le-Duc Cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31 octobre 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Entreprise CALIN Paul

3 rue de la Scierie

88 300 Barville

Références : DT/510-2023

Code AIOT : 0006206500

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31 octobre 2023 dans l'établissement Entreprise CALIN Paul implanté : Sur le Devant de la Côte des Fées, Sur la Côte des Fées – 55 130 Gondrecourt-le-Château. L'inspection a été annoncée le 2 octobre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Entreprise CALIN Paul
- Sur le Devant de la Côte des Fées, Sur la Côte des Fées – 55 130 Gondrecourt-le-Château
- Code AIOT : 0006206500
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'Entreprise Paul CALIN exploite une carrière à ciel ouvert de calcaire et une installation de traitement des matériaux sur le territoire de la commune de Gondrecourt-le-Château.

L'exploitation est dûment autorisée par arrêté préfectoral du 14 juin 2005, pour une durée de 30 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- diverses dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter et arrêté complémentaire (signalétique, plan topographique, rétentions, contrôles des niveaux sonores, caution solidaire),
- plan de gestion des déchets inertes,
- plan de surveillance des émissions de poussières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a attiré l'attention de l'exploitant par rapport à la présence de dépôts de boue sur la voirie publique (RD 182).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Évacuation des matériaux	Arrêté Préfectoral du 14 juin 2005, article 11.5.2	Lettre de suite	1 mois
4	Niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 14 juin 2005, article 24.6.5	Lettre de suite	3 mois
10	Plan de	Arrêté Ministériel du 22	Mise en demeure, respect de	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	surveillance	septembre 1994, article 19.5	prescription	
11	Plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 19.9	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan topographique	Arrêté Préfectoral du 14 juin 2005, article 19	Sans objet
3	Pollution des eaux et des sols	Arrêté Préfectoral du 14 juin 2005, article 24.1.3	Sans objet
5	Garanties financières	AP Complémentaire du 28 septembre 2017, article 3	Sans objet
6	Plan de gestion des déchets : rédaction et révision	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis	Sans objet
7	Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5	Sans objet
8	Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5	Sans objet
9	Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors du contrôle, il est apparu que l'exploitant n'avait pas établi de plan de surveillance des émissions de poussières, alors que la production annuelle autorisée du site est supérieure à 150 000 tonnes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Evacuation des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14 juin 2005, article 11.5.2
Thème(s) : Autre, Voies d'accès
Prescription contrôlée : [...] En outre, l'exploitant a la charge de mettre en place une signalétique pour annoncer la présence de la carrière et les sorties de camions, ainsi qu'un STOP au niveau de l'accès à la RD 182.
Constats : La présence d'un STOP et de panneaux au niveau de la RD 182 a été constaté lors de la visite. Le marquage vertical au niveau de l'accès à la RD 182 est toutefois à compléter par un marquage horizontal.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Plan topographique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14 juin 2005, article 19
Thème(s) : Autre, Mise à jour du plan
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an, un plan d'échelle adaptée à la superficie du site...
Constats : Le plan topographique a été présenté lors de la visite. Sa dernière mise à jour a été effectuée le 16 janvier 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Pollution des eaux et des sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14 juin 2005, article 24.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : La cuve de 3 000 litres, ainsi que les bidons d'huiles et lubrifiants, sont placés dans un baraquement, sur rétention étanche dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés.
Constats : La cuve de 3 000 litres dispose d'une rétention dédiée, dont la capacité est égale à son volume. Les lubrifiants sont positionnés sur rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14 juin 2005, article 24.6.5
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder à un contrôle des niveaux sonores résultant de son activité en période d'exploitation de la carrière dans un délai de trois mois suivant le début d'activité. Ce contrôle est renouvelé tous les trois ans...
Constats : Le dernier rapport de contrôle des niveaux sonores a été consulté lors de la visite. Les résultats des mesures respectent les seuils réglementaires en limites de propriété et dans les zones à émergence réglementée. Toutefois, le contrôle ayant été réalisé en 2020, il convient de renouveler ce dernier dans un délai de trois mois à réception du présent rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28 septembre 2017, article 3
Thème(s) : Autre, Acte de cautionnement
Prescription contrôlée : [...] En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme correspondante fixée par le présent arrêté. Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état est de :

- ... - 407 000 Euros TTC, pour la phase 4 (2020-2025), [...]
Constats : L'acte de cautionnement solidaire a été présenté lors de la visite. L'échéance de ce dernier, dont le montant s'élève à 434 866 €, est fixée au 13 juin 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan de gestion des déchets : rédaction et révision

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi du plan
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets "d'extraction" résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début d'exploitation. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au Préfet.
Constats : Un PGD (plan de gestion des déchets) a été établi par l'exploitant et communiqué à l'inspection des installations classées. Compte-tenu de sa date de rédaction, et en l'absence de modification des conditions d'exploitation du site, le document devra être révisé pour mars 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : La visite sur site n'a pas permis de constater d'instabilité physique ou de pollution en lien avec le stockage des déchets inertes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
Constats : Les quantités sont déclarées par l'exploitant dans l'outil GEREP, en fonction des caractéristiques des matériaux. Les déclarations des deux dernières années (2021 et 2022) ont été présentées à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion et suivi des zones de stockage

Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : Le plan topographique a été consulté lors du contrôle. La visite de la carrière a permis de constater que les zones de stockage correspondaient à ce dernier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 19.5
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. [...]
Constats : L'exploitant n'a pas établi de plan de surveillance des émissions de poussières, alors que la production maximale annuelle du site est supérieure à 150 000 tonnes (400 000 t). Lors de la visite, l'exploitant a présenté les résultats des émissions de poussières aux postes de travail. Il lui a été précisé que ces mesures étaient effectuées au titre du code du travail et qu'elles ne répondaient pas par conséquent à la prescription fixée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 19.9
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan annuel
Prescription contrôlée : Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. [...]
Constats : L'exploitant n'ayant pas réalisé de plan de surveillance des émissions de poussières, aucun bilan annuel n'a été établi.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois